

# Ukraine, une guerre annoncée, évitable et qui finira en tragédie

L'Ukraine est ravagée, mais cette guerre était prévisible. Depuis trente ans, diplomates, stratèges et responsables américains alertaient : l'extension de l'OTAN vers l'Est finirait par provoquer une confrontation majeure avec la Russie.

Par **Georges Renard-Kuzmanovic**

Le 2 sept. 2026 – [www.fpop.media/ukraine-une-guerre-annoncee-evitable-et-qui-finira-en-tragédie/](http://www.fpop.media/ukraine-une-guerre-annoncee-evitable-et-qui-finira-en-tragédie/)

« La guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens. » – **Carl von Clausewitz**, *De la guerre*

L'Ukraine est aujourd'hui un pays ravagé. Des villes entières du Donbass sont en ruines, ses infrastructures énergétiques et industrielles ont subi quatre années et demie de frappes, et la Russie vient encore d'intensifier considérablement sa campagne de drones et de missiles. Ses grands ports de la mer Noire, qui assuraient autrefois l'essentiel de ses exportations, sont désormais paralysés ou soumis à une pression militaire telle que les flux ont dû être massivement reportés vers les ports beaucoup moins capacitaires du Danube et les voies terrestres. Fin août 2026, jusqu'à 80 navires attendaient ainsi pour accéder aux ports ukrainiens du Danube. Les exportations de céréales d'août étaient très inférieures à celles de l'année précédente.

La catastrophe est aussi démographique. L'Ukraine comptait environ 52 millions d'habitants au début de son indépendance. Il est aujourd'hui impossible d'établir un chiffre incontestable : guerre, réfugiés, émigration, territoires passés sous contrôle russe et absence de recensement rendent l'exercice extrêmement difficile. Oleksandr Hladun, de l'Institut ukrainien de démographie, évaluait en juillet 2026 à 27-28 millions la population vivant effectivement sur le territoire contrôlé par Kiev. L'ancienne porte-parole de Volodymyr Zelensky, Ioulia Mendel, évoque pour sa part « à peine 25 millions ».

Militairement, la situation est également mauvaise pour Kiev, contrairement au narratif orwellien entendu dans les médias de masse en Occident. La Russie continue de progresser dans plusieurs secteurs, notamment dans le Donbass, mais aussi du côté de Soumy ou encore vers la ville de Zaporijia. Pire... contrairement aux pronostics occidentaux depuis plus de quatre ans, l'industrie militaire russe n'est pas épuisée. Le commandant en chef ukrainien Oleksandr Syrsky, récemment limogé, estimait en janvier que la Russie produisait déjà environ 404 drones de type Shahed par jour et visait 1 000 unités quotidiennes ; les services ukrainiens constatent également une augmentation importante de la production de missiles, lesquelles pleuvent littéralement sur l'Ukraine depuis deux mois.

Au moment où l'Ukraine entre dans une phase peut-être décisive de son histoire, il devient donc nécessaire de revenir à une question essentielle, comment et pourquoi en est-on arrivé là ?

Le plus tragique est que cette guerre avait été annoncée. Non pas principalement par des propagandistes russes, mais par quelques-uns des diplomates, stratèges, responsables du renseignement et universitaires américains les plus expérimentés de leur génération : Jack Matlock, George Kennan, William Burns, John Mearsheimer, Douglas Macgregor, George Beebe, ou encore Jeffrey Sachs, pour n'en citer que quelques-uns parmi les plus renommés. Des hommes aux parcours et aux sensibilités différents, patriotes américains, mais qui ont en commun une lecture réaliste des relations internationales, à savoir qu'une grande puissance réagit d'abord à ce qu'elle considère comme des menaces pesant sur son environnement stratégique, surtout si elle ressent une menace existentielle, indépendamment des intentions que ses adversaires prétendent avoir.

## 1990 : ce que Mikhaïl Gorbatchev avait entendu et compris

Tout commence en février 1990. Le mur de Berlin vient de tomber. L'Union soviétique existe toujours et dispose de centaines de milliers de soldats en Allemagne de l'Est. Pour obtenir l'accord soviétique à la réunification allemande au sein de l'OTAN, les dirigeants occidentaux multiplient assurances et réassurances.

Le 9 février, à Moscou, le secrétaire d'État américain [James Baker explique au ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze](#) qu'une Allemagne réunifiée ancrée dans une OTAN transformée devrait s'accompagner de « *garanties de fer* » : « *NATO's jurisdiction or forces would not move eastward* ». Devant Gorbatchev,

Baker emploie la formule devenue célèbre : « *not one inch eastward* » (pas un pouce vers l'Est).

Les archives déclassifiées et publiées par le National Security Archive de la *George Washington University* montrent surtout que Baker n'est pas un cas isolé. Le chancelier Helmut Kohl dit à Mikhaïl Gorbatchev le 10 février : « *We believe that NATO should not expand its scope*. » Et, quatre jours auparavant, [Hans-Dietrich Genscher avait précisé au Britannique Douglas Hurd](#) que son raisonnement ne concernait pas seulement la RDA : les Soviétiques devaient avoir l'assurance que si, par exemple, la Pologne quittait un jour le pacte de Varsovie, elle « *ne rejoindrait pas l'OTAN le lendemain* » (terminologie qui laissait déjà une marge de manœuvre future).

Certes, aucun traité ne fut signé interdisant pour toujours tout élargissement de l'OTAN à l'Europe orientale. Le traité « 2+4 » régla juridiquement la question allemande, notamment le statut militaire particulier de l'ancienne RDA. Mais il est tout aussi faux d'affirmer qu'aucune assurance politique concernant une expansion vers l'Est n'avait été donnée. Les archives montrent qu'elles furent nombreuses et que certaines dépassaient explicitement le seul territoire est-allemand. Gorbatchev dira lui-même plus tard que l'élargissement violait « *l'esprit* » des assurances reçues en 1990.

Il est important de comprendre cette étape de l'histoire des relations entre l'Occident et la Russie : ce passif est la raison pure laquelle la Russie contemporaine, et spécifiquement Vladimir Poutine ou Sergueï Lavrov, ne font aucune confiance en la parole de l'Occident et refuse tout « *cessez-le-feu* » et autres promesses vagues et ne cesseront les hostilités que lorsque les pays occidentaux seront prêts à signer un traité officiel international contraignant, dûment documenté, lequel devra statuer sur une nouvelle architecture de sécurité en Europe. En dehors de telles négociations structurantes et structurées, il n'y aura pas de paix en Ukraine. Plus grave, la Russie s'assurera des conquêtes territoriales et destruction de ce qui reste de l'Ukraine si de tels accords-cadres ne sont pas signés. Et encore... la signature même occidentale est largement discréditée dans les pays BRICS, car considérée comme peu fiable

## Matlock et Kennan : les avertissements initiaux américains

Jack F. Matlock Jr. n'est pas un intellectuel marginal. Diplomate de carrière, spécialiste de l'URSS, il fut ambassadeur des États-Unis à Moscou de 1987 à 1991 sous Ronald Reagan, puis George H. W. Bush et fut un des acteurs principaux coté américain de l'organisation diplomatique de la fin de la guerre froide.

Lorsque l'administration Bill Clinton décide d'élargir l'OTAN, Matlock s'y opposa. [Il témoignera devant le Congrès contre cette politique et expliquera plus tard avoir averti qu'elle devait, au minimum, s'arrêter avant d'atteindre des pays comme l'Ukraine et la Géorgie](#), car cela serait « *inacceptable pour n'importe quel gouvernement russe* » – soit très exactement les deux pays où G.W. Bush Jr. voulu étendre l'OTAN lors du sommet de Bucarest de 2008 et où se dérouleront les deux affrontements armés. [En décembre 1994, il débat publiquement de cette question avec Henry Kissinger sur la chaîne PBS](#). Les deux hommes divergent, mais le fait même que le débat ait lieu montre que la politique d'élargissement était alors un choix stratégique discuté, non une nécessité évidente – on connaît l'histoire, les néocons triomphèrent, au même moment où économiquement s'installait en occident le néolibéralisme et le dogme du libre-échange... soit les poisons qui allaient, termes, tuer l'Occident, qui pourtant dominait le monde. Funestes choix ; les historiens auront de quoi s'étonner.

Puis vient George F. Kennan. Difficile de trouver figure plus emblématique de la stratégie américaine. Diplomate, historien et soviétologue, Kennan avait formulé dès 1946-1947 la doctrine du *containment* du communisme et participera à sa mise en œuvre, soit l'endiguement de l'URSS qui allait structurer la politique américaine pendant la guerre froide.

Or, en février 1997, alors que la Russie d'Eltsine est économiquement effondrée, militairement affaiblie et ne constitue aucune menace conventionnelle crédible contre l'Europe occidentale, [Kennan publie dans le New York Times « A Fateful Error »](#).

Son avertissement est saisissant : il déclare explicitement que l'élargissement de l'OTAN serait « *the most fateful error of American policy in the entire post-Cold War era* ». Il prédit qu'il alimentera en Russie les tendances « *nationalistes, anti-occidentales et militaires* », nuira à la démocratie russe, restaurera « *l'atmosphère de la*

guerre froide » et poussera la politique étrangère russe dans des directions contraires aux intérêts américains.

Un an plus tard, après le vote du Sénat américain autorisant l'entrée de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque, Thomas Friedman, journaliste au *New York Times*, téléphone le 2 mai 1998 au vieux stratège, âgé de 94 ans. Kennan répond : « *I think it is the beginning of a new Cold War.* » Puis : « *I think it is a tragic mistake. There was no reason for this whatsoever. No one was threatening anybody else.* ».

## FOREIGN POLICY

# 'It is a tragic mistake'

## U.S. statesman doubtful about wisdom of NATO expansion

By Thomas L. Friedman

His voice is a bit frail now, but the mind, even at age 94, is as sharp as ever. So when I reached George Kennan by phone to get his reaction to the Senate's ratification of NATO expansion, it was no surprise to find that the man who was the architect of America's successful containment of the Soviet Union and one of the great American statesmen of the 20th century was ready with an answer.

"I think it is the beginning of a new Cold War," Kennan said from his Princeton home. "I think the Russians will gradually react quite adversely, and it will affect their policies. I think it is a tragic mistake. There was no reason for this whatsoever. No one was threatening anybody else. This expansion would make the Founding Fathers of this country turn over in their graves. We have signed up to protect a whole series of countries, even though we have neither the resources nor the intention to do so in any serious way. (NATO expansion) was simply a light-hearted action by a Senate that has no real interest in foreign affairs."

"What bothers me is how superficial and ill-informed the whole Senate debate was," added Kennan, who was present at the creation of the North Atlantic Treaty Organization and whose anonymous 1947 article in the journal *Foreign Affairs*, signed "X," defined America's Cold War containment policy for 40 years. "I was particularly bothered by the references to Russia as a country dying to attack Western Europe. Don't people understand? Our differences in the Cold War were with the Soviet Communist regime. And now we are turning our backs on the very people who mounted the greatest bloodless revolution in history to remove that Soviet regime."

"And Russia's democracy is as far advanced, if



George Kennan  
Circa 1974

say. If we are lucky, they will say NATO expansion to Poland, Hungary and the Czech Republic simply didn't matter, because the vacuum it was supposed to fill had already been filled, only the Clinton team couldn't see it. They will say the forces of globalization integrating Europe, coupled with the new arms control agreements, proved to be so powerful that Russia, despite NATO expansion, moved ahead with democrati-

zation and Westernization, and was gradually drawn into a loosely unified Europe. If we are unlucky, they will say, as Kennan predicts, that NATO expansion set up a situation in which NATO has to either expand all the way to Russia's border, triggering a new Cold War, or stop expanding after these three new countries and create a new dividing line through Europe.

But there is one thing future historians will surely remark upon, and that is the utter poverty of imagination that characterized U.S. foreign policy in the late 1990s. They will note that one of the seminal events of this century took place between 1989 and 1992 — the collapse of the Soviet empire, which had the capability, imperial intentions and ideology to truly threaten the entire free world. Thanks to Western resolve and the courage of Russian democrats, that Soviet empire collapsed without a shot, spawning a democratic Russia, setting free the former Soviet republics and leading to unprecedented arms-control agreements with the United States.

And what was America's response? It was to expand the NATO Cold War alliance against Russia and bring it closer to Russia's borders.

Yes, tell your children, and your children's children, that you lived in the age of Bill Clinton and William Cohen, the age of Madeleine Albright and Sandy Berger, the age of Trent Lott and Joe Lieberman, and you, too, were present at the creation of the post-Cold War order, when these foreign-policy Titans put their heads together and produced a mouse.

Retour Favori Lecture Imprimer Partager Envoyer Écouter

understanding of Russian history and Soviet history. Of course there is going to be a bad reaction from Russia, and then (the NATO expanders) will say that we always told you that is how the Russians are — but this is just wrong."

One only wonders what future historians will

As he said goodbye, Kennan added just one more thing: "This has been my life, and it pains me to see it so screwed up in the end."

► THOMAS L. FRIEDMAN is a columnist for *The New York Times*, 229 W. 43rd St., New York, N.Y. 10036.

## Munich 2007 : Poutine annonce les lignes rouges de la Russie

Pendant une décennie, l'OTAN avance. Pologne, Hongrie et République tchèque en 1999 ; guerre du Kosovo ; Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et trois anciennes républiques soviétiques — Estonie, Lettonie, Lituanie — en 2004. La Russie regardait impuissante cette avancée de l'OTAN.

Mais le vent (mauvais) finit par tourner : [le 10 février 2007, Vladimir Poutine prend la parole devant la Conférence de Munich sur la sécu-](#)

[rité](#). Son discours est souvent présenté comme le moment où la Russie « *redevient agressive* ». Il peut aussi être lu, dans une grille réaliste, comme l'annonce publique d'une ligne rouge que la Russie n'accepte pas de vire franchie et le retour de la Russie dans le concert des grandes puissances que fort peu furent capables de percevoir alors, [et dont on trouvera ici la retranscription complète](#).

Poutine y attaqua l'ordre unipolaire, les interventions occidentales, les logiques des sanctions économiques et surtout l'expansion de l'Alliance sous le regard médusé des dirigeants occidentaux d'alors, et en premier lieu celui de la chancelière allemande, Angela Merkel, pétrifiée sur sa chaise. « *NATO expansion* », déclare-t-il, « *represents a serious provocation that reduces the level of mutual trust* ». Et il pose directement la question, « *What happened to the assurances our Western partners made after the dissolution of the Warsaw Pact?* »

Que l'on partage ou non son interprétation de 1990 importe ici moins que le fait stratégique. En février 2007, devant les dirigeants occidentaux, le président russe annonce publiquement que Moscou considère désormais l'expansion de l'OTAN comme un problème de sécurité majeur et il fut peu judicieux de déconsidérer la deuxième puissance nucléaire mondiale.

## Burns 2008 : Washington savait

Un an plus tard fut produit un document proprement extraordinaire confirmant les propos de Poutine à la conférence de Munich de 2007.

William J. Burns est alors ambassadeur des États-Unis à Moscou. Ce n'est pas un idéologue prorusse, mais l'un des diplomates américains les plus accomplis de sa génération. Il deviendra secrétaire d'État adjoint, puis, sous Joe Biden, directeur de la CIA.

Le 1er février 2008, Burns envoie à Washington un câble confidentiel à sa cheffe, la Secrétaire d'État Condoleezza Rice, intitulé : « [NYET MEANS NYET: RUSSIA'S NATO ENLARGEMENT REDLINES](#) ».

Le câble, ultérieurement rendu public par WikiLeaks, est explicite. L'adhésion

de l'Ukraine à l'OTAN demeure pour la Russie « *an emotional and neuralgic issue* », mais Burns précise immédiatement que de véritables considérations stratégiques expliquent cette opposition. Plus étonnant encore, il avertit que la question de l'extension de l'OTAN pourrait « *split the country in two* » (l'Ukraine), conduire à des violences, « *or even, some claim, civil war* », obligeant alors la Russie à décider si elle doit intervenir... soit très exactement ce qui adviendra à partir du coup d'État de 2014 contre le Président ukrainien Viktor Ianoukovitch.

Pourtant, deux mois plus tard, au sommet de Bucarest d'avril 2008, l'OTAN adopte pourtant cette phrase sous la pression de G.W. Bush Jr ; (et surtout sous la pression de l'État profond néocon à Washington) : « *We agreed today that these countries will become members of NATO* », à propos de l'Ukraine et de la Géorgie.

[Angela Merkel, toujours chancelière et représentante de l'Allemagne lors de ce sommet, écrira dans ses mémoires](#), « *Le fait que l'OTAN leur ait simultanément ouvert la perspective générale d'une adhésion constituait, pour Poutine, un oui à l'adhésion des deux pays à l'OTAN, une déclaration de guerre (Kampfansage).* »

elle rapporte cette phrase que Poutine lui aurait ensuite adressée :

« Tu ne seras pas chancelière éternellement. Et alors, ils deviendront membres de l'OTAN. Et cela, je veux l'empêcher. » – **Vladimir Poutine**, cité par **Angela Merkel**

Washington ne pouvait pas ignorer la ligne rouge russe ; son propre ambassadeur l'avait décrite, ainsi que certains des mécanismes susceptibles de conduire à la guerre, tout comme nombre ses prééminents géopoliticiens et stratèges.

## 2014 : John Mearsheimer annonce la catastrophe

Après Maïdan, l'annexion russe de la Crimée et le début de la guerre du Donbass, John J. Mearsheimer, professeur à l'université de Chicago et l'un des principaux théoriciens mondiaux du réalisme en géopolitique, [publie en septembre 2014 dans Foreign Affairs un texte devenu célèbre](#) : « *Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault* ».

Sa thèse tient en une phrase : « [The taproot of the trouble is NATO enlargement](#) » (« *La racine profonde du problème est l'élargissement de l'OTAN.* »).

Pour John Mearsheimer, les États-Unis poursuivent trois politiques convergentes : élargissement de l'OTAN, extension de l'Union européenne et soutien à l'occidentalisation politique de l'Ukraine. Or, une grande puissance ne tolère pas facilement qu'un rival militaire absorbe un État stratégique situé directement sur sa frontière. Les États-Unis eux-mêmes, rappelle-t-il, ne toléreraient pas une alliance militaire chinoise avec le Mexique ou le Canada. C'est par ailleurs complètement opposé à toutes les doctrines de dissuasion nucléaire qui spécifient qu'un espace tampon doit exister entre puissances nucléaires pour éviter les risques de déclenchement d'une guerre nucléaire suite à une erreur humaine.

Sa conclusion n'est pas de livrer l'Ukraine à Moscou, mais d'en faire un État souverain, économiquement viable et militairement neutre, un « *bridge between Russia and NATO* » plutôt qu'un avant-poste de l'un contre l'autre, soit très exactement la demande et la position du Kremlin avant 2014... et qui aurait assuré à l'Ukraine un développement et un enrichissement sans précédent. Persister dans la stratégie inverse, avertit-il, risque de conduire l'Ukraine à la ruine. Et c'est ce que l'on peut observer tragiquement aujourd'hui. Une autre Cassandra américaine.

## 2019 : la RAND et la stratégie de « surextension »

En 2019, la [RAND Corporation publie Extending Russia : Competing from Advantageous Ground](#), un document qui mérite d'être lu. L'objectif de l'étude est explicite : identifier des moyens de pousser la Russie à consacrer davantage de ressources à une cause qui n'assurera pas son développement.

Parmi les six options géopolitiques étudiées figure : « *Providing Lethal Aid to Ukraine* » (« *Fournir une aide militaire létale à l'Ukraine* »).

La RAND analyse donc l'augmentation de l'aide militaire à Kiev comme un moyen potentiel d'accroître les coûts imposés à Moscou. Mais ses auteurs voient également le piège, à savoir que davantage d'armes américaines pourraient provoquer une réponse russe, accroître l'intensité de la guerre et conduire Moscou à engager davantage de forces. Le rapport ne « *recommande* » donc pas une guerre russo-ukrainienne ; il étudie froidement une stratégie de compétition dont l'Ukraine constitue l'un des théâtres possibles et reconnaît qu'une escalade destinée à augmenter le coût pour la Russie augmenterait simultanément le danger pour l'Ukraine et... conduirait assurément à sa destruction.

Lu rétrospectivement, le document est glaçant. Ce qui pouvait constituer un coût géopolitique imposé à la Russie représentait nécessairement, pour l'Ukraine, une guerre menée sur son propre territoire et éventuellement sa destruction, pur servir les intérêts géopolitiques des États-Unis.

## 2021-2022 : la dernière ligne rouge avant la guerre

Jeffrey Sachs appartient, lui, à une autre tradition. Économiste mondialement reconnu, professeur à Columbia University, conseiller de nombreux gouvernements ou du Secrétaire général de l'ONU où il supervise le combat pour la réduction de la pauvreté dans le monde, il fut directement impliqué dans les transformations économiques postsoviétiques. Il soutient que la guerre est l'aboutissement de « *decades in the making* » (« *qui se préparait depuis des décennies* »).

Il insiste particulièrement sur décembre 2021. Le 17 décembre, Moscou présente deux projets de traité aux États-Unis et à l'OTAN.

Parmi les exigences figure l'arrêt de l'élargissement de l'Alliance. Washington refuse de fermer la « *porte ouverte* » de l'OTAN et déclare que l'élargissement de l'OTAN n'est pas du ressort de la Russie, mais exclusivement de l'OTAN et des États voulant y adhérer. Évidemment, les têtes pensantes à Washington et à l'OTAN sont convaincues alors que, soit la Russie n'osera pas franchir le Rubicon, soit en le faisant, elle sera détruite pas la riposte des sanctions économiques de l'Occident. Ce fut, en France, la fameuse « *mise à genoux de la Russie* » de l'inénarrable Bruno Le Maire, alors ministre de l'Économie d'Emmanuel Macron.

[Pour Sachs, ce refus constitue l'une des dernières occasions manquées avant l'invasion du 24 février](#). Il insiste ensuite sur les négociations russo-ukrainiennes du printemps 2022 et considère qu'une neutralité ukrainienne accompagnée de garanties internationales aurait pu constituer une sortie de guerre... lesquelles ont échoué en raison de l'intervention des dirigeants américains et britanniques, et tout particulièrement Boris Johnson qui fera alors le voyage à Kiev pour convaincre Volodymyr Zelensky, alors enclin à signer, de ne pas le faire, comme en témoigna le Premier ministre israélien d'alors, Naftali Bennett, participant aux négociations du *mémorandum d'Istanbul*. Une forme de pacte fut alors passée, l'Occident demandant à l'Ukraine de tenir six mois, temps nécessaire pour mettre économiquement la Russie à genoux. On connaît la suite... [Pour Jeffrey Sachs la guerre d'Ukraine fut sciemment provoquée](#).

George Beebe apporte enfin une perspective particulièrement intéressante. Ancien directeur de l'analyse Russie à la CIA, aujourd'hui au directeur de la grande stratégie au *Quincy Institute for Responsible Statecraft*, [il analyse le conflit à travers le concept géopolitique classique du dilemme de sécurité](#). Une puissance prend une mesure qu'elle juge défensive ; son adversaire la perçoit comme offensive et répond ; cette réponse confirme rétrospectivement les craintes initiales du premier camp. La spirale devient autoentretenu.

Sa conclusion rejoint largement celle de Mearsheimer : la sortie durable du conflit passe par une Ukraine indépendante, mais neutre, extérieure à l'OTAN, et par une architecture européenne de sécurité qui ne repose pas exclusivement sur l'expansion indéfinie de l'Alliance atlantique.

## Une tragédie qui n'aurait pas dû être

Trente ans de documents et de témoignage dessinent ainsi une continuité difficile à balayer : les assurances de 1990 ; Matlock contre l'élargissement ; Kennan annonçant une nouvelle guerre froide ; Poutine formulant publiquement la ligne rouge russe en 2007 ; Burns avertissant Washington en 2008 des conséquences potentielles d'une entrée de l'Ukraine dans l'OTAN ; Mearsheimer annonçant en 2014 que l'Ukraine risquait d'être détruite par cette confrontation ; RAND étudiant en 2019 comment accroître les coûts supportés par la Russie en Ukraine ; Sachs et Beebe décrivant finalement l'engrenage qui conduit à 2022

Et c'est peut-être la leçon essentielle du réalisme en géopolitique. La sécurité d'un État ne peut durablement être construite en ignorant la perception de sécurité de la puissance située de l'autre côté de sa frontière. Les intentions changent, les gouvernements passent, mais les capacités militaires et la géographie demeurent.

Aujourd'hui, le danger est d'aller au bout de l'engrenage. Une poursuite de la dynamique actuelle peut conduire à une Ukraine encore amputée, démographiquement exsangue et économiquement ruinée, voire, dans le scénario le plus sombre, à sa désintégration comme État viable. Elle peut aussi consacrer un échec stratégique majeur de l'OTAN si l'objectif d'intégrer durablement l'Ukraine à l'espace occidental aboutit au résultat inverse : perte de territoires, destruction du pays et neutralisation imposée.

Cela démontre que la guerre d'Ukraine était prévisible en poursuivant la politique d'extension de l'OTAN. L'Ukraine en paye et en

payera le prix fort ; son existence même à terme est, à nouveau, peut-être en jeu.

[Certains, comme l'auteur de cet article, avaient vu juste avant même le déclenchement du conflit...](#) rejoignant la longue liste des Cas-sandres dont les analyses parfaitement fondées et rationnelles n'ont finalement suscité que des attaques idiotes en « *pro-Russie* ». *Sic transit gloria mundi*.

Mais il existe un risque plus grave encore. Une dégradation militaire rapide de l'Ukraine pourrait provoquer à Washington ou dans certaines capitales européennes une réaction de panique stratégique : l'engagement supplémentaire, l'arme ou le déploiement de trop, faisant basculer une guerre par procuration en confrontation directe entre l'OTAN et la Russie. Entre puissances nucléaires, il n'existe alors aucune garantie que l'escalade puisse être maîtrisée.

Kennan l'avait compris alors que la Russie était à genoux. Matlock l'avait compris avant même le premier élargissement. Burns l'avait écrit noir sur blanc avant le sommet de Bucarest.

Plus de trente ans après les premiers avertissements, la question n'est donc peut-être plus seulement de savoir qui avait raison sur les origines de la guerre. Elle est de savoir combien de fois une catastrophe doit être annoncée avant qu'on ne recommence à écouter ceux qui tentent de la prévenir et ainsi de donner une chance à la diplomatie. Et aujourd'hui, les menaces avec ce conflit en Ukraine ne font que s'accroître pour l'ensemble de l'humanité.

*« Ce sont les hommes qui écrivent l'histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils écrivent. » – Raymond Aron*